

**DÉCLARATION DE QUITO**  
Séances du 3 et du 4 octobre 2014

---

**10ème FORUM DES MINISTRES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE L'AMÉRIQUE LATINE  
PROGRAMME POUR LA GESTION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES  
(MOST – UNESCO)**

Les Ministres responsables des politiques de développement social de l'Amérique latine et leurs délégations, à la ville de Quito, en République de l'Équateur, les 3 et 4 octobre 2014, participants et convoqués au 10ème Forum des ministres de développement social de l'Amérique latine, dans le cadre du programme de l'UNESCO pour la Gestion des transformations sociales (MOST);

**Réunis** dans le but de réaffirmer l'engagement de mettre en œuvre des actions qui visent à renforcer les liens régionaux parmi les acteurs impliqués dans le développement social des pays, particulièrement au sujet de vaincre l'inégalité en Amérique latine où l'on a exposé les processus de transformation sociale et les politiques publiques de la région, enrichi du débat fondé sur la vision de l'Etat et des universités;

**Conscients** que l'Amérique latine, plus que n'importe quelle autre région du monde, a été caractérisée tout au long du vingtième siècle par une distribution profondément inégale des biens économiques et sociaux, un déséquilibre marqué des niveaux de revenus de la population et une distribution inégale du capital et des opportunités, une situation qui a continué au fil des années, mais qui est en train de changer;

**Reconnaissant** que, ces dernières années, la réduction de l'inégalité a été un objectif central de l'action publique des gouvernements, constitue une réalité dans la plupart des pays de la région, le résultat d'une série de stratégies réussies en matière de transformation sociale et politiques publiques, et bien qu'il s'agisse là d'une tendance générale, surgit d'une richesse dans la diversité des structures économiques, des projets politiques, des compositions sociales et des trajets historiques de chaque pays de la région;

**Tenant compte** du besoin d'observer, de systématiser et d'examiner les expériences et leçons apprises des pays, dans le but d'enrichir les discussions et les réflexions sur le concept de l'inégalité, d'analyser l'étendue possible de ces expériences et leçons pour améliorer les actions dans d'autres pays et de diffuser les réussites dans le domaine du développement social;

**Mettant en relief** le nouveau rôle de l'Amérique latine et des Caraïbes dans l'agenda international et que la région a modifié sa dynamique de multilatéralisme, élargissant sa participation et son influence dans les négociations et dans la prise de décisions pour des thèmes clés, de telle sorte que la région a maintenant des expériences importantes à montrer au monde et que les pays qui la constituent peuvent bénéficier de la coopération parmi eux;

**Engagés** à inciter les actions qui visent à encourager les échanges au niveau régional et à participer aux espaces et entités qui la composent et qui surgissent de cet accord, faisant un appel à approfondir la coopération bilatérale et multilatérale, pour vaincre l'inégalité selon les expériences et les leçons apprises des efforts de chaque pays;

#### **NOUS CONVENONS DE**

1. Renforcer les politiques publiques avec une optique axée sur les droits de la personne pour l'égalité en Amérique latine et les Caraïbes, priorisant et garantissant parmi ces politiques l'élimination de la pauvreté, l'accès aux biens et services et leur disponibilité, la création d'opportunités et le développement des capacités, comme le fondement du plein exercice des droits;
2. Promouvoir des stratégies visant à assurer l'égalité, dans une perspective multidimensionnelle, intra et intersectorielle, qui incorpore le débat sur l'articulation de la politique économique, du travail et fiscale avec la politique sociale favorisant l'intégration sociale, dans le but de lier les actions ciblées et les actions universelles, promouvant l'optique axée sur les droits et sur la participation de telle manière que les citoyens et citoyennes ne soient pas de simples destinataires passifs des interventions;
3. Reconnaître que la paix est une condition essentielle pour la démocratie et le développement; en particulier appuyer le processus de paix qui se déroule en Colombie pour faire du progrès vers une société plus équitable favorisant l'intégration sociale.
4. Institutionnaliser et renforcer le "Réseau des fonctionnaires du Forum des ministres chargés ou responsables du développement social de l'Amérique latine" dans le cadre du programme de l'UNESCO pour la Gestion des transformations sociales, composé de deux personnes de chaque ministère (une en matière de coopération et l'autre en matière de politique sociale), pour chaque pays, et dirigé par le secrétariat technique du Forum (responsabilité de la présidence pro tempore), qui doit créer un mécanisme technologique pour le fonctionnement adéquat et dynamique du Réseau;
5. Approuver la "Stratégie de coopération pour avancer sur le chemin de l'égalité en Amérique latine et les Caraïbes" à travers un espace pour le partage des expériences et des leçons apprises au niveau régional et de constituer un comité technique qui donne la priorité aux quatre besoins communs:
  - 1) Articuler les politiques de l'intégration sociale et les politiques économiques, avec la promotion de l'emploi digne et l'activité productive, avec la participation des secteurs publics et privés;
  - 2) Améliorer et innover progressivement les programmes de subventions en espèces avec une optique axée sur les droits et la coresponsabilité, comme un mécanisme mobilisateur et de développement des capacités et des compétences, pour augmenter leur impact sur l'intégration sociale pour le développement;
  - 3) Diffuser les expériences dans l'élaboration et l'emploi des instruments en matière sociale: systèmes d'information, de contrôle et d'évaluation, ciblage des interventions;

- 4) Considérer dans tous les processus les axes transversaux de l'égalité des sexes, des handicaps, l'optique entre les générations, la gestion de risque, le changement climatique, la migration, l'équité territoriale et la culture et les rapports interculturels comme le moteur du développement et de l'apprentissage;
6. Adopter la "Stratégie de diffusion pour vaincre l'inégalité en Amérique latine et les Caraïbes" en dressant et en construisant une plateforme virtuelle ouverte au public en général, basée sur les contributions des Etats membres et le partage de données, d'information et de connaissances en matière de politiques, de modèles d'intervention, de mécanismes de coopération, d'évaluations, de recherche, de vidéos, d'autres efforts officiels effectués au niveau régional, comme un mécanisme d'apprentissage et redevabilité, qui sera gérée par le secrétariat technique du Forum (responsabilité de la présidence pro tempore);
7. Renforcer les liens entre universités, CLACSO, FLACSO, CEPAL et les décideurs, encouragés par le programme de l'UNESCO pour la Gestion des transformations sociales (MOST), comme un outil clé pour augmenter la capacité de réaction des gouvernements au bénéfice de leur population;
8. Promouvoir avec les institutions de recherche de la région l'approfondissement des lignes de recherche pour mesurer, de manière novatrice et cohérente, la multidimensionnalité de l'inégalité, la modalité de la mise en œuvre des politiques et l'évaluation de leur impact;
9. Incorporer au débat sur l'inégalité, les conséquences du changement climatique, les implications des catastrophes naturelles, la mise en œuvre des systèmes de soins, accordant la priorité à l'investissement social et à la gestion de qualité des politiques;
10. Prendre en charge la discussion des objectifs de développement de l'après-2015, en incitant la prise en compte des thèmes délibérés lors du 10ème Forum des Ministres à l'intérieur de chaque pays, dans l'optique de dresser une position régionale au sujet de l'égalité, de l'intégration et de l'exercice des droits;
11. Souhaiter la bienvenue au Forum mondial des sciences sociales: "Transformer les relations mondiales pour un monde juste" prévu pour le 13 au 16 septembre 2015 à Durban en Afrique du Sud et l'invitation du programme de l'UNESCO pour la Gestion des transformations sociales d'organiser un panel en séance plénière avec les ministres du développement social des diverses régions du monde;
12. Aborder les axes de discussion proposés lors du 10ème Forum comme une partie de la thématique de la Conférence régionale sur le développement social en Amérique latine et les Caraïbes qui, selon la résolution prise à l'occasion de la XXXV période de séances de la CEPAL, aura lieu à Lima au Pérou en 2015;
13. Appuyer les priorités promues par l'UNESCO, en particulier l'éducation de qualité pour tous et toutes et le rôle de la culture dans un développement durable favorisant l'intégration sociale, qui contribue essentiellement à vaincre les inégalités sociales;
14. Organiser le 9ème Forum des ministres du développement social en 2016 dans la République du Nicaragua.

Finalmente, mettre en relief la participation active de la République d'Haïti et de la République du Ghana, ainsi que l'intervention de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO) y de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL); et remercier au gouvernement de la République de l'Équateur pour son magnifique accueil, la coordination et préparation du Forum; et à l'UNESCO pour sa précieuse contribution à la réalisation de cette réunion.

Signée par les ministres chargés du développement social de l'Amérique latine ou leurs délégués, au District Métropolitain de Quito, République de l'Équateur, le quatrième jour du mois d'octobre 2014.

---

Alicia Kirchner  
Ministre du développement social  
**Représentante de l'Argentine**

---

Manuel Monroy Chazarreta  
Conseiller de l'Ambassade de l'État plurinational  
de la Bolivie en Équateur  
**Représentant de la Bolivie**

---

Francisco Espinosa  
Délégué de la direction générale du département  
pour la prospérité sociale  
**Représentant de la Colombie**

---

Carlos Alvarado Quesada  
Ministre du développement humain et de  
l'intégration sociale  
**Représentant de Costa Rica**

---

Patricia Sarzosa  
Conseillère auprès du ministère de l'Intégration  
économique et sociale  
**Représentante de l'Équateur**

---

Sandra Guevara  
Ministre du Travail et de la sécurité sociale  
**Représentante de l'El Salvador**

---

Regina Rivera  
Ministre adjoint du développement social  
**Représentante du Guatemala**

---

Miguel Zuñiga  
Ministre adjoint du Secrétariat du développement  
et de l'intégration sociale  
**Représentant du Honduras**

---

Jaime del Arenal  
Ambassadeur du Mexique en Équateur  
**Représentant du Mexique**

---

Telémaco Talavera  
Conseiller auprès de la Présidence de la  
République du Nicaragua  
**Représentant du Nicaragua**

---

Héctor Cárdenas  
Ministre du secrétariat de l'action sociale  
**Représentant du Paraguay**

---

Diana Prudencio  
Directrice générale des politiques et des stratégies  
du ministère du développement et  
de l'intégration sociale  
**Représentante du Pérou**

---

Juan Monegro  
Ministre adjoint de l'économie, de la planification  
et du développement  
**Représentant de la République Dominicaine**

---

Martín Rodríguez  
Directeur de gestion territoriale du ministère du  
développement social  
**Représentant d'Uruguay**

---

Beatriz Tola  
Ministre de l'intégration économique et sociale de l'Équateur  
**Présidente du 10ème Forum des ministres du développement social**